



Romain Renoux a repris le poste de directeur de la Réserve naturelle nationale de Saint-Martin (tenu précédemment par Nicolas Maslach) quittant pour cela le WWF.

reservenaturelle@domaccess.com



Françoise Maillet a rejoint le bureau Natura 2000 au ministère de l'Écologie. Elle remplace Wally Rosell à l'animation du réseau. Elle était auparavant en poste au laboratoire central des ponts et chaussées.

francoise.maillet1@developpement-durable.gouv.fr



Olaf Holm Nouveau directeur du PNR de la Montagne de Reims. Il quitte le poste de chargé de mission Europe à la Fédération des PNR de France.

oholm@parcs-naturels-regionaux.fr



Christian Barthod

Il quitte son poste de sous-directeur des espaces naturels à la direction de l'Eau et de la biodiversité le 18 octobre pour le conseil général de l'environnement et du développement durable et l'Autorité environnementale.

Le nom de son remplaçant n'est pas encore connu. Christian

Barthod a notamment travaillé à **la loi de 2006 sur les parcs nationaux et les parcs naturels marins**, à la création des parcs amazoniens de **Guyane et de La Réunion** ainsi que de **L'Agence des aires marines protégées**. Il a co-animé le Comop Trame verte et bleue. ●

christian.barthod@developpement-durable.gouv.fr



Thomas Petitguyot a pris ses fonctions de chef du bureau des milieux aquatiques au ministère en charge de l'écologie. Il remplace Gilles Van Peteghem.

thomas.petitguyot@developpement-durable.gouv.fr



Antoine Cadi a rejoint la Ligue pour la protection des oiseaux dont il préparera le centenaire en 2012. Il était précédemment conseiller technique au cabinet de Chantal Jouanno.

antoine.cadi@lpo.fr

Monique Dehaut remplace Ygor Gibelind au ministère de l'Agriculture comme chargée de mission espaces et espèces protégées.

monique.dehaut@agriculture.gouv.fr

Patrice Hirbec prend le poste de chargé de mission Natura 2000 et partenariats environnement à l'ONF. À ce poste, il remplace Julien Touroult qui rejoint le Muséum national d'histoire naturelle.

patrice.hirbec@onf.fr



Par **Laurent Chazee**
Chef du département Observatoires et politiques zones humides à la Tour du Valat

Communication positive

Jusqu'à la fin des années 1980, la communication liée au développement international visait surtout à dénoncer les échecs, avec des discours souvent alarmistes sur l'effet des sécheresses, la faim dans le monde, les défis agricoles, le déclin des espèces emblématiques, etc. Le développement socio-économique dominait les agendas et « l'arbre à problèmes » restait l'outil essentiel de formulation des programmes. Selon cette logique, on a souvent assimilé développement et problème, on a confondu besoins et attentes, on a souvent oublié que les peuples possèdent des acquis et des valeurs dont les espaces naturels font partie. Depuis la fin des années 1990, les développeurs s'orientent vers la communication positive. Les *success stories* deviennent un outil de solution, d'émotion constructive, qui permet de faire passer les messages moins positifs avec optimisme. Cette tendance part du constat qu'une communication plutôt basée sur les problèmes et les échecs n'est pas la stratégie la plus adaptée pour modifier les comportements des acteurs, en particulier des décideurs.

En effet, le décideur a besoin de faire des choix rapides, de manière préventive plutôt que corrective. Il a besoin, à temps, d'éléments pour choisir l'option optimale dans l'agenda et les priorités politiques, et de solutions pour appuyer et justifier sa décision. Depuis 1997, les Anglo-Saxons développent d'ailleurs l'approche sociale et multi-acteurs *Livelihood* (moyens d'existence durables), dont le diagnostic et l'analyse reposent non sur les problèmes, mais sur cinq acquis : social, humain, économique, capital et naturel.

Dans cette mouvance, l'acquis naturel est souvent le grand perdant. Les raisons sont multiples, certaines touchent à la communication.

En effet, pour le développeur, l'environnement reste souvent dans le registre alarmiste, culpabilisant, voire sectoriel ; en décalage avec sa communication plus positive.

La segmentation des métiers du développement et de la conservation maintient aussi le manque d'harmonisation entre les outils, méthodes et terminologies. En effet, les pistes scientifiques et le processus de validation dans l'environnement sont souvent des options de moyen et long termes. La diffusion de l'information arrive donc souvent après la décision ; d'où le maintien du pessimisme et, *in fine*, de la faible considération environnementale dans les choix. On regrette encore souvent le peu d'implication des experts de l'environnement auprès des développeurs. Ils permettraient, pourtant, de renforcer la connaissance et l'analyse de l'acquis naturel et d'influencer les développeurs sur leur terrain. Ainsi, par exemple, le concept de développement local est un outil adapté pour mieux protéger et gérer les espaces naturels. Il s'appuie en effet sur un diagnostic territorial et humain et intègre les cinq niveaux d'acquis de l'approche *Livelihood*. ●